



Recueil de la jurisprudence

Affaire C-26/11

Belgische Petroleum Unie VZW e.a.
contre
Belgische Staat,
en présence de: Belgian Bioethanol Association VZW et Belgian Biodiesel Board VZW

(demande de décision préjudicielle, introduite par le Grondwettelijk Hof)

«Directive 98/70/CE — Qualité de l'essence et des carburants diesel — Articles 3 à 5 —
Spécifications environnementales applicables aux carburants — Directive 98/34/CE — Procédure
d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux
services de la société de l'information — Articles 1^{er} et 8 — Notion de 'règle technique' —
Obligation de communiquer les projets de règles techniques — Réglementation nationale imposant aux
sociétés pétrolières mettant sur le marché de l'essence et/ou des carburants diesel de mettre également
sur le marché, au cours d'une même année civile, une certaine quantité de biocarburants»

Sommaire – Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 31 janvier 2013

1. *Questions préjudicielles — Saisine de la Cour — Question soulevée d'office par la juridiction nationale — Admissibilité*
(Art. 267 TFUE)
2. *Questions préjudicielles — Compétence du juge national — Appréciation de la nécessité et de la pertinence des questions posées*
(Art. 267 TFUE)
3. *Environnement — Promotion de l'utilisation de biocarburants ou d'autres carburants renouvelables — Rapprochement des législations — Directive 98/70 — Réglementation nationale imposant des pourcentages obligatoires de biocarburants aux sociétés pétrolières mettant sur le marché de l'essence et/ou des produits diesel — Admissibilité — Interprétation combinée des directives 98/70, 2003/30 et 2009/28*

(Directives du Parlement européen et du Conseil 98/70, telle que modifiée par la directive 2009/30, art. 3 à 5, et 2009/28)

4. *Rapprochement des législations — Procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information — Directive 98/34 — Obligation des États membres de notifier à la Commission tout projet de règle technique — Violation de l'obligation — Effets — Vice de procédure substantiel de nature à entraîner l'inapplicabilité des règles techniques concernées*

(Directive du Parlement européen et du Conseil 98/34, telle que modifiée par la directive 98/48, art. 8, § 1)

5. *Rapprochement des législations — Procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques — Obligation des États membres de communiquer à la Commission tout projet de règle technique — Objectif et portée — Réglementation nationale imposant des pourcentages obligatoires de biocarburants aux sociétés pétrolières mettant sur le marché de l'essence et/ou des produits diesel — Modification de cette réglementation conformément à une demande de la Commission en vue d'éliminer une entrave aux échanges — Obligation de notification à la Commission du projet de cette réglementation — Absence*

(Directive du Parlement européen et du Conseil 98/34, telle que modifiée par la directive 98/48, art. 8 et 10, § 1)

1. Voir le texte de la décision.

(cf. point 23)

2. Voir le texte de la décision.

(cf. points 24-26)

3. Les articles 3 à 5 de la directive 98/70, concernant la qualité de l'essence et des carburants diesel et modifiant la directive 93/12, telle que modifiée par la directive 2009/30, doivent être interprétés en ce sens qu'ils ne s'opposent pas à une réglementation nationale, qui, conformément à l'objectif de promotion de l'utilisation de biocarburants dans le secteur des transports, assigné aux États membres par les directives 2003/30, visant à promouvoir l'utilisation de biocarburants ou autres carburants renouvelables dans les transports, 2009/28, relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les directives 2001/77 et 2003/30, et 2009/30, impose aux sociétés pétrolières mettant sur le marché de l'essence et/ou des carburants diesel de mettre également sur le marché, au cours d'une même année civile, en la mélangeant à ces produits, une certaine quantité de biocarburants, lorsque cette quantité est calculée en pourcentages de la quantité totale desdits produits qu'elles commercialisent annuellement, et que ces pourcentages sont conformes aux valeurs limites maximales fixées par la directive 98/70.

À cet égard, les dispositions de la directive 98/70, et notamment l'article 5 de celle-ci, ne sauraient être interprétées indépendamment de celles des directives 2003/30 et 2009/28, qui étaient en vigueur à la date des faits au principal et de l'introduction de la demande de décision préjudicielle. En effet, la circonstance que les directives 2009/28 et 2009/30, cette dernière modifiant la directive 98/70, aient été adoptées et soient entrées en vigueur à la même date et le fait qu'elles fassent partie, avec la directive 2003/30, d'un ensemble global de mesures destinées à promouvoir la production et l'utilisation d'énergies renouvelables indiquent que le législateur de l'Union a voulu assurer une nécessaire cohérence entre ces directives. La directive 2003/30, qui visait, selon son article 1^{er}, à promouvoir l'utilisation de biocarburants pour remplacer le gazole ou l'essence à des fins de transport dans chaque État membre, n'imposait pas aux États membres les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs nationaux indicatifs visés à l'article 3, paragraphe 1, de cette dernière directive, mais leur laissait le libre choix quant à la nature des mesures à adopter. Ainsi, il ressort du considérant 19 de la directive 2003/30 que les États membres disposaient de différents moyens pour

atteindre les objectifs prévus par celle-ci, tels que, notamment, un régime d'exonération fiscale, des aides financières à l'industrie de transformation ou la fixation d'un pourcentage obligatoire de biocarburants pour les compagnies pétrolières.

La conclusion selon laquelle l'article 5 de la directive 98/70, lu en combinaison avec les dispositions de la directive 2003/30, ne s'opposait pas à ce qu'un État membre impose aux compagnies pétrolières de mettre en vente sur son marché un pourcentage obligatoire de biocarburants à des fins de transport, en vue d'atteindre les objectifs nationaux indicatifs qu'il aurait fixés conformément à l'article 3, paragraphe 1, de cette dernière directive s'impose d'autant plus dès lors que ledit article 5 est lu en combinaison avec les dispositions de la directive 2009/28, qui, ainsi qu'il ressort du considérant 9 et de l'article 1^{er} de celle-ci, fixe des objectifs nationaux contraignants concernant la part de l'énergie produite à partir de sources renouvelables dans la consommation d'énergie pour les transports.

(cf. points 37-42, 47, disp. 1)

4. Voir le texte de la décision.

(cf. point 50)

5. L'article 8 de la directive 98/34, prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, telle que modifiée par la directive 98/48, lu en combinaison avec l'article 10, paragraphe 1, dernier tiret, de ladite directive, doit être interprété en ce sens qu'il n'impose pas la notification d'un projet de réglementation nationale obligeant les sociétés pétrolières mettant sur le marché de l'essence et/ou des carburants diesel de mettre également sur le marché, au cours d'une même année civile, certains pourcentages de biocarburants, lorsque, après avoir été notifié en application dudit article 8, paragraphe 1, premier alinéa, ce projet a été modifié afin de tenir compte des observations de la Commission relatives à ce dernier et que le projet ainsi modifié a ensuite été communiqué à celle-ci.

(cf. point 57, disp. 2)